



Maroua

Whiskies en sachets, le nouvel opium des jeunes

P. 9

L'œil DU Sahel

Directeur de la Publication : Guibaï Gatama

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun

N°1134 du lundi 15 octobre 2018

GRAND-NORD

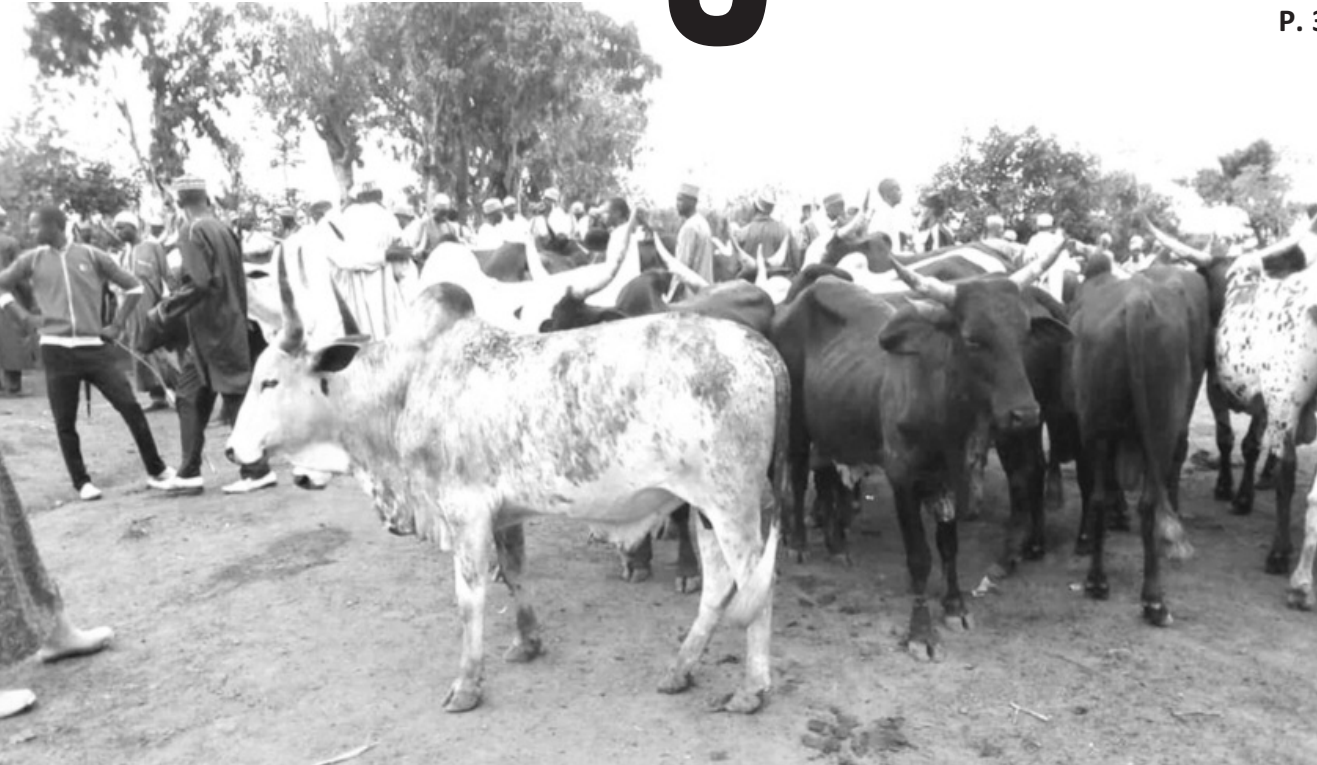


«Réseaux sociaux : l'invasion des imbéciles»

Lire la réflexion de Raoul Simplicie Minlo, citoyen.

P. 10

10,4 milliards de FCfa pour booster l'élevage



P. 3



Lions indomptables Choupo-Moting absent contre le Malawi

P. 11

Garoua Le boom des compagnies d'assurance

P. 6



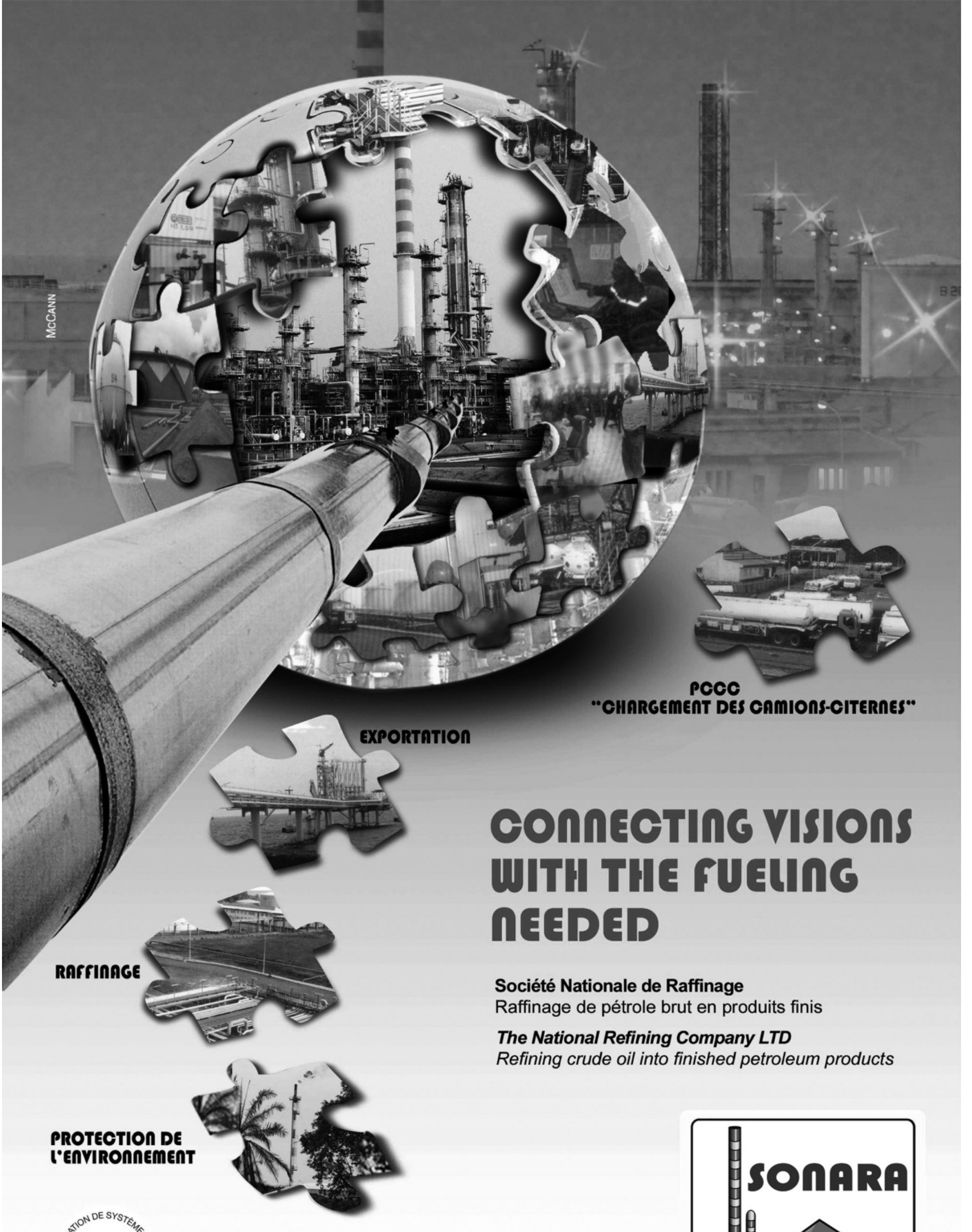
Commerce

Les produits périmés inondent les marchés de l'Extrême-Nord

P. 3

Unité nationale L'Allemagne partage son expérience à Yaoundé

P. 3



MCCANN



PCCG
"CHARGEMENT DES CAMIONS-CITERNES"



EXPORTATION



RAFFINAGE



PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

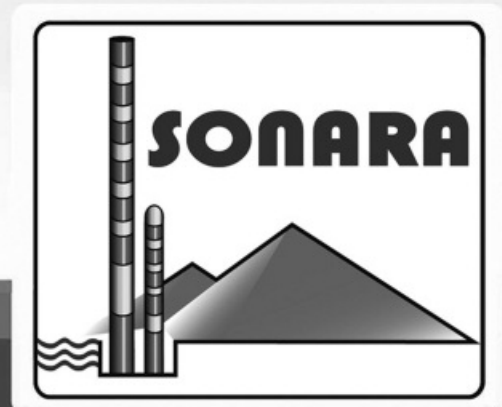
CONNECTING VISIONS WITH THE FUELING NEEDED

Société Nationale de Raffinage
Raffinage de pétrole brut en produits finis
The National Refining Company LTD
Refining crude oil into finished petroleum products



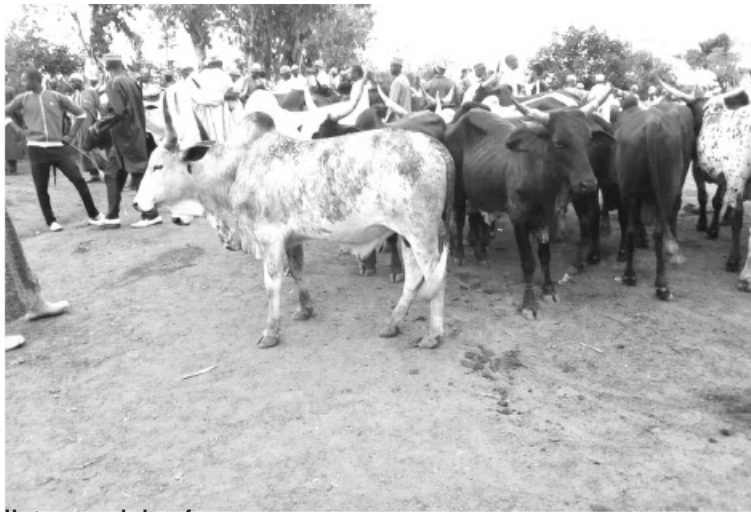
Tél : (237) 233 33 22 38 / 233 33 22 39 - Fax : (237) 233 33 21 38

Fueling ambitions



GRAND-NORD. Elles bénéficieront chacune de 400 millions de FCfa, soit 10,4 milliards de FCfa au total.

26 communes ciblées pour booster la productivité de l'élevage



Un troupeau de boeufs.

Par Marie Lucie Ayaka

30 communes des trois régions du Grand-Nord seront accompagnées dans le cadre du Projet de développement de l'élevage (Prodel). Il s'agit de 10 communes de la région de l'Extrême-Nord, huit dans la région du Nord et huit autres dans la région de l'Adamaoua. L'objectif de ces financements, fruit d'un programme gouvernemental appuyé à hauteur de 60 milliards de francs Cfa par la Banque mondiale (accord de crédit signé le 7 juin 2017 avec le gouvernement camerounais), est d'améliorer la productivité des systèmes de production, la commercialisation des produits de l'élevage par les bénéficiaires, et d'apporter une réponse immédiate et efficace en cas de crise ou d'urgence dans le secteur de l'élevage. Chaque commune sélectionnée bénéficiera

d'une dotation de 400 millions de FCfa.

Le projet, selon les responsables du ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, cible les groupes vulnérables, particulièrement les jeunes et les femmes. Pour le cas spécifique des femmes, il est question de reconstituer les principaux biens liés à l'élevage (actifs productifs), notamment en mettant à leur disposition un noyau de géniteurs de petits ruminants (un troupeau d'une dizaine de têtes), en plus de services associés pour le suivi technique des cheptels (développement organisationnel et vie associative, formations sur les bonnes pratiques d'élevage, alimentation et soins aux animaux). Il s'agira également de promouvoir des activités génératrices de revenus, notamment les activités agropastorales, en vue d'améliorer la nutrition au sein des groupes de

femmes issus des communautés pauvres bien identifiées.

Par ailleurs, le Prodel cible les ménages d'éleveurs (environ 120 000), y compris les pasteurs, les organisations des éleveurs et leurs faitières, les opérateurs économiques et entreprises privées de petites et de moyennes tailles (environ 20 000). Les services publics et privés d'appui à l'élevage, ainsi que les prestataires des services œuvrant dans les chaînes de valeurs d'élevage (bovin-lait, bovin-viande, les petits ruminants, porcs, volailles et miel) des zones d'intervention du projet sont également ciblés.

CONJURER LES RAVAGES DE BOKO HARAM

Pour véritablement lancer ses activités et accroître sa visibilité, le Prodel a organisé un atelier de mise sur pied d'un cadre de concertation avec la presse publique et privée, le 12 octobre 2018 à Yaoundé. Cette activité visait à informer les participants sur les différentes composantes et sur la stratégie de communication du secteur de l'élevage, en général, et celle du projet, en particulier. Le projet est organisé autour de quatre composantes. La première vise l'amélioration de l'accès des producteurs aux services clés de l'élevage, notamment les services de santé animale, le matériel génétique, et d'autres intrants de qualité. La deuxième composante concerne l'amélioration de la productivité des systèmes de production pastorale, de l'accès au marché et de la résilience des communautés pasto-

rales. L'appui au développement des chaînes de valeurs et, enfin, la coordination, la gestion, la communication et le suivi du projet constituent les deux dernières composantes.

À l'analyse, le Prodel devrait permettre d'injecter une énergie capitale dans le secteur de l'élevage des trois régions septentrionales du Cameroun, notamment celle de l'Extrême-Nord, où les activités agropastorales ont été mises à mal à partir de l'année 2013, par les exactions de la secte islamiste Boko Haram, venue du Nigeria. À titre d'illustration, dans un rapport intitulé «*briser les obstacles au commerce agricole régional en Afrique centrale*», présenté en septembre 2018 à Yaoundé, la Banque mondiale révèle que depuis 2013, Boko Haram a volé aux éleveurs de la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, un volume de bétail d'une valeur globale atteignant 3 milliards de francs Cfa.

Selon une estimation plus complète du ministère de l'Élevage, ce secteur a payé le plus lourd tribut de la guerre contre Boko Haram au Cameroun, avec des pertes estimées à 54,8 milliards de francs Cfa, ce qui représente environ 65% des pertes globales imposées au pays par cette secte islamiste. Ces pertes, apprend-on du rapport gouvernemental sus-mentionné, sont consécutives «*aux vols, rapt, tueries d'animaux, etc., aux maladies animales et à la baisse de la valeur commerciale des animaux*». ■

UNITÉ NATIONALE. L'Allemagne partage son expérience



Par Florette Manedong

Qui mieux que l'Allemagne pour parler des affres de la guerre à d'autres pays ? L'ambassadeur allemand au Cameroun, Hans-Dieter Stell, l'a compris et subtilement, lors de la célébration de la commémoration de la journée de l'unité allemande à Yaoundé, le 11 octobre dernier, en a profité pour susurrer quelques petits conseils. L'élection de l'Allemagne comme membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies par plus de 180 pays le conforte davantage dans cette position de pays ayant pour mission de poursuivre la collaboration avec leurs différents partenaires, en œuvrant de toutes leurs forces au bénéfice de la paix et de la sécurité dans le monde. C'est que, après deux ans passés au Cameroun, le diplomate «s'est permis un mot personnel : le désir d'amélioration profonde que nous constatons dans la population est bien compréhensible et largement partagé par la communauté internationale». Et de poursuivre : «*nous attendons donc plus de dynamisme, de libéralisation économique, d'aide aux petites entreprises, transparence et prévisibilité des décisions concernant de grands projets, d'assistance aux enfants et adolescents qui représentent la véritable majorité de ce pays : ils le méritent et l'attendent avec une impatience croissante !*».

Bien que constatant avec «soulagement» que les élections présidentielles ont pu se dérouler malgré des circonstances difficiles, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun a dit espérer que les prochains pas, la publication des résultats et la prestation de serment du président notamment, se feront dans la paix et le respect mutuel. Avant de conclure : «*maintenant, nos espérances concernant le prochain président, quel qu'il soit, et concernant le prochain gouvernement, sont énormes*».

La célébration de la fameuse «*chute du mur*» a également permis au diplomate de revenir brièvement sur la coopération entre le Cameroun et l'Allemagne : «*la coopération allemande s'engage depuis plus de 50 ans. Nos accords bilatéraux et régionaux prévoient plus de 200 millions d'euros destinés directement aux projets de la bonne gouvernance, la décentralisation, le développement rural et la préservation de l'environnement*». Et cette phrase importante tirée du message du ministre fédéral des Affaires étrangères, Heiko Maas, pour conclure : «*la réunification allemande nous apprend qu'aucun progrès véritable n'est possible en faisant cavalier seul. Nous sommes et nous restons dépendants les uns des autres, et c'est une bonne chose*». ■

EXTRÊME-NORD. L'illettrisme et le manque d'organisation des consommateurs amplifient le phénomène.

Les produits périmés inondent les marchés

Par Jean Areguema

Poussés par l'envie du gain facile, des commerçants véreux font fi de la qualité des produits qu'ils vendent aux consommateurs. Dans la ville de Maroua, des produits périmés ou de contrefaçon inondent de plus en plus le marché. Pâtes alimentaires, boissons, biscuits, boîtes de conserve ou paquets de cigarettes sont entre autres produits qui subissent la concurrence déloyale sur le marché du fait de la contrefaçon. Ces produits impropres sont en permanence présents dans les marchés et rayons des grandes surfaces. Malgré la sensibilisation et les descentes sur le terrain de la brigade régionale de contrôle et de répression des fraudes du ministère du Commerce, le phénomène persiste, mettant ainsi en danger la santé des consommateurs.

Vendus à vil prix, c'est généralement au moment de la consommation que les consommateurs découvrent que ces produits sont périmés ou contrefaits. D'après nos sources, cette activité est entretenue par des commerçants qui n'ont pour seul souci que leurs intérêts personnels. «*Un peu partout dans les marchés de la région de l'Extrême-Nord, on retrouve de*



Des médicaments. Souvent périmés.

plus en plus de produits périmés et contrefaits. Nous ne connaissons pas les quantités exactes, mais certainement se sont des tonnes de produits impropres à la consommation, qui sont ainsi vendus aux populations. Des actions répressives sont menées, mais cette activité des commerçants véreux ne baisse pas d'intensité. Parce qu'il y a des complicités à plusieurs niveaux. Il faut que les populations aident les services du commerce», confie sous anonymat un responsable en service à la délégation départementale du commerce pour le Logone et Chari.

Dans ce département frontalier au Nigeria, les produits périmés et contrefaits provenant du paysan voisin inondent les marchés. «*Les grossistes achètent des produits souvent pratiquement au terme de leur date de péremption. Ils les proposent à nos commerçants d'ici. Comme une bonne partie d'entre eux est analphabète, ils ne savent pas lire la date de péremption. Certains commerçants achètent des produits qui mettent en plus long dans leurs magasins, du fait de la mévente*», explique Boubakary Abdoulaye, délégué régional du Commerce pour

l'Extrême-Nord. Si les commerçants véreux sont accusés, ils n'en demeurent pas moins que les consommateurs doivent aussi faire preuve de vigilance. «*L'illettrisme, l'ignorance et même la naïveté de certaines populations les conduisent à s'adonner à cœur joie à l'achat des produits périmés, tout en reléguant au second plan les risques qu'ils encourrent*», souligne Saïdou, un acteur de la société civile.

Face à l'ampleur du phénomène, dont les conséquences peuvent être graves sur la santé des consommateurs, la brigade régionale de contrôle et de répression des fraudes de l'Extrême-Nord mène des actions, mais les résultats obtenus sont loin de mettre fin à cette gangrène. «*Nous envoyons permanemment des missions de contrôle sur le terrain, pour sensibiliser les commerçants sur l'intérêt qu'ils ont eux-mêmes à s'assurer que les produits qu'ils achètent ont une date de péremption assez longue pour leur permettre de les écouler pendant une longue période. Nos consommateurs ont de la peine à s'organiser en association, afin de pouvoir être les premiers défenseurs de leur propre santé et leur bien-être*», regrette le délégué régional du Commerce. ■

El Hadj Ibrahima Bardé, chef de la communauté Gbaya de Ngaoundéré, de retour de la Mecque.

«Les bonnes mentalités de la Mecque peuvent nous faire connaître l'émergence»

**Interview réalisée par
Bertrand Ayissi**

Après le pèlerinage à la Mecque et portant désormais le titre d'Alhadji, quelles sont vos impressions ?

Je peux dire que c'est ma foi qui a grandi après avoir été en pèlerinage en Terre sainte. J'ai eu l'occasion d'y voir des choses merveilleuses, d'abord l'honnêteté des habitants de la Mecque, la foi en Dieu qui est très appliquée ; en foulant déjà le sol de cette ville, on sent qu'on est en Terre sainte, il y a une propreté qui ne dit pas son nom, il y a de la discipline. On peut voir à l'œil nu ce qu'on appelle développement d'un point de vue général, malgré qu'il s'agisse d'une zone désertique où on ne voit pas d'arbre, pas d'herbe. L'une de mes grandes surprises, a été que malgré le désert, on trouve tout ce que nous avons comme fruits chez nous à la Mecque. Donc, le rêve que j'ai personnellement fait en voyant toutes ces merveilles à la Mecque, c'est de voir un jour autant d'infrastructures à Ngaoundéré et au Cameroun.

Pensez-vous que les observations que vous avez faites à la Mecque, peuvent servir au développement d'une ville comme Ngaoundéré ?

Je m'attèlerai à mettre en œuvre tout ce que j'ai vu à la Mecque, notamment l'honnêteté au sein de la communauté, et la foi. Nous devons, dans nos villes, au moins nous rapprocher de la réalité, s'agissant de ces vertus, pour pouvoir mieux évoluer. Depuis mon retour, avec les nombreuses visites que j'ai déjà reçues, je ne me lasse pas de renseigner mes hôtes sur tout ce que j'ai observé afin que notre pays change aussi. Je crois que si tous les pèlerins de retour de la Mecque peuvent faire pareil, ça nous avancerait considérablement. J'ai par exemple été très impressionné de voir qu'à la Mecque, vous arrivez dans une boutique, il n'y a pas de boutiquier où de gardien, mais il n'y a pas de vol. Je me dis que c'est parce que la justice est si bien appliquée, et les gens ont peur de faire du n'importe quoi. Par contre à Ngaoundéré, c'est le vol qui nous ruine ; on ne peut rien laisser à l'air libre que quelqu'un a déjà soustrait. Vous voyez des boutiques dont la sécurité est renforcée par de deuxièmes portes en fer qui séparent le client et le boutiquier, mais qui en réalité, protègent ce dernier. Si on



importe les bonnes mentalités de la Mecque chez nous, notre pays va connaître l'émergence.

Mais qu'est-ce qui justifie que Ngaoundéré, ville à prédominance musulmane, soit toujours encline aux vols, agressions, assassinats, etc. et l'Adamaoua

secouée par des prises d'otages, malgré ces pèlerinages destinés à renforcer la foi ?

C'est vrai qu'il y a tous ces maux, mais les enseignements que nous ramenons de la Terre sainte passent. Mais il faut préciser que Ngaoundéré n'est pas typiquement musulmane.

La Mecque, elle, est totalement musulmane ; les allogènes viennent simplement pour travailler, mais ne sont pas résidents. A Ngaoundéré, par contre, il y a un mélange de cultures et certains peuvent copier les mauvaises habitudes. D'ailleurs, nous avons fait une prière pour la paix à la Mecque, pour tout notre pays. Chaque pèlerin a prié pour la paix au Cameroun, sous la diligence de l'ambassadeur du Cameroun à Riyad.

Dans quelles conditions avez-vous effectué votre pèlerinage ?

Dans le cadre général, le pèlerinage à la Mecque s'est très bien déroulé. Nous mangions à notre faim, nous nous mouvions sans problème puisque la ville est sécurisée, nous avons fait nos rites de pèlerinage comme cela se doit. Vous savez qu'aller faire le pèlerinage, c'est une guerre sans arme. Il s'agit d'aller chercher Dieu et il y a des obstacles à franchir. Le plus remarquable dans cette

aventure, c'est qu'on ne voit que l'Homme, pas de personnalité. Quand vous arrivez, vous commencez les rites, il n'y a plus de Président de la République, d'ambassadeur, de ministre, etc. mais simplement le pèlerin. Je vous prends le cas du président Alassane Ouattara qui a dormi à même le sol. Vous devez suivre les rites du pèlerinage comme il se doit. Il arrive que vous dormiez à même le sol, sous des tentes, avec seulement deux pièces de pagnes sur vous. A Moustalifa par exemple, vous dormez à la belle étoile, à même le sol, pas de tente. Ce n'est évidemment pas une souffrance, mais la recherche de Dieu.

N'avez-vous pas rencontré des problèmes qu'ont connus des pèlerins lors des dernières éditions ?

Nous n'avons pas eu de problèmes majeurs, à part des petits décalages horaires des vols. De manière générale, l'organisation du Hadj cette année a été très bonne. Notre séjour a été écourté de 27 à 29 jours pour les derniers pèlerins, alors qu'ils faisaient souvent 35 jours. Je crois que c'est une grande première. C'est la raison pour laquelle nous remercions le président de la République qui a déjà offert des sacs aux fidèles musulmans en augmentant le grammage, non sans avoir diminué le prix du Hadj. ■

BeAcop
Bureau d'Etudes,
d'Audit & de Conseils
Pluridisciplinaires

**ETUDES - CONSEILS
AUDIT - FORMATION**

- Génie ferroviaire
- Génie civil
- Génie rural
- Ingénierie financière
- Ingénierie des process
- Stratégie
- Management

Siège social : Douala Ndogbong (Derrière SOCAVER)
Contact : contact@beacop.cm www.beacop.cm
Tél : 00 (237) 243 237 374 - 694 270 815

Place à l'Expertise Panafricaine.

Moussa Ben Inoussa, coordonnateur national des associations des jeunes musulmans du Cameroun pour le soutien aux actions du couple présidentiel.

«Malgré notre soutien, notre communauté se sent toujours flouée»

Par Douworé Ousmane

Vous êtes acteur de la vie politique et militante du Rdpc dans l'arrondissement de Yaoundé 2e. Pouvez-vous nous présenter cet arrondissement ?

Yaoundé 2e est l'un des sept arrondissements de la ville de Yaoundé. C'est le plus petit arrondissement en termes de superficie, mais le plus densément peuplé, situé en plein cœur de la ville aux sept collines. C'est aussi le plus cosmopolite, abritant toutes les communautés d'autres régions du pays. Les plus importantes sont les Haoussas, les Bamilékés, les Ewondos. Cet arrondissement comporte les quartiers suivants ; Briquetterie, Ekoudou, Messa, Mokolo, Tsinga, Madagascar, Carrière, Nkomkana, Mbankomo, Fébé. En somme, Yaoundé 2 est le Cameroun en miniature.

Sur le plan politique quelles sont les forces en présence ?

Le Rdpc, depuis le début du multipartisme, a toujours contrôlé la mairie qui comporte 39 conseillers municipaux, tous du « parti du flambeau ». De même, l'unique député de cet arrondissement est de notre parti. Néanmoins, nous observons la présence des partis d'opposition tel que le SDF, le MRC, l'UDC, le Fncs, Univers...etc.

Comment s'est déroulée la campagne de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018 ?

Comme je l'ai dit plus haut, Yaoundé 2 est le Cameroun en miniature, tous les partis politiques ont battu campagne chacun à sa manière. L'arrondissement abrite le palais des congrès, le palais des sports et le comité central du Rdpc entre autres. La campagne du Rdpc a été la plus visible et la plus attrayante dans les quartiers Briquetterie, Ekoudou, Messa, Tsinga, Febe. Par contre, certains partis d'opposition ont fait une percée dans les quartiers Mokolo, Madagascar et Carrière.

Y a-t-il eu un repli identitaire dans cet arrondissement ?

Oui. Au regard de ce qui est dit plus haut, nous remarquons que les quartiers à forte prédominance des ressortissants de l'Ouest (Mokolo, Madagascar, Carrière), penchent beaucoup plus pour un parti d'opposition, dirigé par un membre de leur groupe ethnique. Par contre, dans les quartiers à



prédominance Haoussa et musulmane (Briquetterie, Ekoudou, Tsinga), nous observons un fort soutien à son Excellence monsieur Paul Biya et au Rdpc.

Ce soutien de la communauté de la Briquetterie et du groupement d'Ekoudou à Paul Biya n'est-il pas le fruit de l'alliance au régime de certains partis d'opposition originaires du Grand-Nord (Undp, Fncs, Mdr...)?

Non, notre communauté dans sa majorité a toujours soutenu le Rdpc et son candidat. C'est un amour indéfectible au régime en place. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les quartiers suscités constituent un village urbain depuis plus de 150 ans. Et au fil du temps, à consolider ses relations avec le régime en place.

Qu'en est-il de la polémique autour de la distribution des kits de campagne de votre candidat ?

Il n'y a aucune polémique. Nos militants ont reçu gracieusement et apprécié les kits de campagne à l'effigie de notre candidat S.E Paul Biya. Nous avons reçu ces kits à travers le coordonnateur national des associations des jeunes musulmans pour le soutien aux actes du couple présidentiel. Contrairement à certaines

rumeurs de nos adversaires politiques et certaines personnes tapies dans l'ombre de notre parti, qui ont fait état du pillage de notre magasin. Ces kits ont d'ailleurs été confectionnés pour être distribués gracieusement, uniquement pendant la campagne de notre candidat. C'est l'occasion pour nous de remercier le couple présidentiel Paul et Chantal Biya, pour leur gratitude et générosité à l'endroit de tous les Camerounais et plus particulièrement à la population de la Briquetterie.

La communauté Haoussa à laquelle vous appartenez est-elle récompensée à sa juste valeur à Yaoundé 2 ?

Malgré notre soutien constant et indéfectible, notre communauté se sent toujours flouée, par les jeux d'intérêt égoïste de la nomenclature du Rdpc dans cet arrondissement. Par exemple, sur 60 conseillers que compte notre mairie, seuls 5 représentent notre communauté, pendant que nous sommes les plus nombreux ici. Nous n'avons jamais eu de maire ni de députés. Nous occupons actuellement que le seul poste du 3e adjoint au maire.

Ce qui dénote quand même d'une incongruité ?

Ceci s'explique par la corruption qui gangrène l'élite

politique de notre partie dans cet arrondissement, où ceux qui ont les moyens financiers, ne jouissant d'aucune politique, marchandent les postes de maire et de députés au mépris de la volonté populaire. Cela doit changer, car nous sommes en démocratie. La voix du peuple doit compter et émerger. La lutte contre la corruption est le cheval de bataille de notre candidat à la présidentielle du 07 octobre 2018.

Quelles sont les propositions pour l'émergence dans votre arrondissement et pour le Cameroun ?

À Yaoundé 2e, il faudrait que les instances compétentes renvoient la répartition des sièges dans le conseil municipal. Dans le cas contraire, le Rdpc pourrait perdre sa loyauté dans ledit conseil aux prochaines municipales. Car la majorité des sièges est répartie dans les quartiers les moins peuplés, et où l'opposition réalise ses meilleurs scores. À l'échelle nationale, j'appelle tous les candidats à la présidentielle, à faire preuve de retenue. Et de respecter les lois de notre pays. D'attendre la proclamation des résultats de la Cour constitutionnelle. J'appelle la jeunesse camerounaise à ne pas suivre la voie de la violence, car le développement ne peut se réaliser que dans la paix et la stabilité.

Etes-vous satisfaits de la

répartition concernant les composantes sociologiques ?

Non. Parce que le maire est du Centre, le 2e adjoint, de l'Ouest, le 3e du Nord, le 4e du Nyong-Ekelle. Le député est de l'Ouest contrairement aux résultats que nous donnons à chaque consultation électorale.

Bénéficiez-vous d'un quelconque avantage dans la gestion de la Mairie ?

Le maire actuel en est à son deuxième mandat. Aucun point d'eau n'a été réalisé, encore moins l'électrification des quartiers exécutés, tout comme aucune rubrique sociale en notre faveur n'existe dans le budget préalable. Et quant au député, je ne vois absolument rien. Nous n'avons jamais rien perçu des retombées de l'argent des microprojets de l'assemblée. Ce n'est que pendant le mois du jeûne du ramadan qu'il vient nous remettre du sucre, de l'huile et du riz, ce qui n'est pas loin de clochardiser notre communauté.

Maintenant que la présidentielle est passée, d'autres consultations électorales sont en préparation. Quelles sont vos visées ?

Notre visée future c'est la députation. Car nous avons déjà eu par deux fois deux suppléants, et il faudrait que notre communauté soit enfin représentée à l'Assemblée nationale. ■

L'oeil DU Sahel Trihebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun
Autorisation N°00019/RDDJ/J06/BASC
Siège : Yaoundé - Tél. : 243 57 99 11
E-mail : loeil@sahel100@yahoo.fr / loeil@sahel@gmail.com

Directeur de la Publication GUIBAÏ GATAMA, Tél. : 699 92 32 70	Agence de l'Adamaoua Chef d'Agence : Bertrand AYISSI, Tél. : 696 32 26 35
Conseillers du Directeur de la Publication David WENAÏ, Tél. : 699 92 32 71 Francis EBOA, Tél. : 699 10 48 45 ALKALI, Tél. : 699 83 33 06	Agence de l'Extrême-Nord Chef d'Agence : Jean AREGUEMA, Tél. : 695 08 69 88
Chargé de Mission Juste Martial ZAMEDJO, Tél. : 697 20 12 05	Agence du Nord Chef d'Agence : David MARTIN, Tél. : 675 41 73 50 Coordonnateur : Innocent YOUNDA, Tél. : 655 74 18 42
Directeur de l'Édition Damien KIDAH, Tél. : 675 24 99 59	Agence de Douala : Chef d'Agence : ALKALI, Tél. : 699 83 33 06
Rédacteur en chef GUIBAÏ GATAMA	Collaboration Issa BATAN, Dominique M. MODO, Douworé OUSMANE, LIKAMATA, Aliou DJARIDA, WASKIRANG
Coordonnateur de la rédaction : Yanick YEMGA, Tél. : 697 95 63 67	Chroniqueurs MOHAMADOU TALBA BANA BARKA
Coordonnateurs adjoint de la rédaction : Nadine NDJOMO, Tél. : 697 20 80 82 Bertrand AYISSI	Infographie Damien KIDAH Juste Martial ZAMEDJO
Secrétaire de rédaction : Francky Bertrand BENE, Tél. : 677 12 06 41	Caricatures Jean Aimé ESSAMA (J@imes), Tél. : 699 59 87 82
Chefs de Rubriques : Politique et Actualité : Yanick YEMGA Economie et Vie des entreprises : Brice R. MBODIAM, Tél. : 696 63 06 63 Santé : Olive ATANGANA, Tél. : 699 36 43 03 Culture et Sport : EBAH ESSONGUE SHABBA, Tél. : 696 07 75 24 Tribunal : Florette MANEDONG, Tél. : 694831773 Environnement : Jean AREGUEMA Société : Bertrand AYISSI Reportage et Education : Nadine NDJOMO	Responsable des Abonnements et de la maintenance : Lazare KALDAPA VETCHE, Tél. : 674 99 40 71
Rédaction Raoul GUIVANDA, Yvonne SALAMATOU, Florette MANEDONG, Abdoukarim HAMADOU, Hamadou BAYAM, ABAKACHI, Marie Lucie AYAKA.	Responsables du suivi administratif : Pierre Célestin OLINGA, Tél. : 674 58 86 30 Nadège BIMOGO, Tél. : 696 70 31 49
	Imprimerie MACACOS - Tél. : 679 06 32 39

GAROUA. Leur multiplication ne pousse pourtant pas le public à courir vers leurs produits.

Le boom des compagnies d'assurance

Par Rebeka Sintebe (Stg)

En sillonnant les rues de la citée capitale régionale du Nord, force est de constater la multitude des compagnies d'assurance qui s'y trouve. Sur l'avenue des banques située en plein cœur de la ville, on compte, pas moins de sept compagnies d'assurances qui exercent dans la ville. Il y a, entre autres, Axa Assurances, Saham Assurances, Activa Assurances, Prima Assurances... Il y a pourtant moins de cinq ans, on ne comptait pas tant de compagnies d'assurances dans la ville de Garoua, du moins, pour ce qui est des représentations directes. Mais aujourd'hui, on dénombre, pas moins de 26 représentations directes, courtiers et agents généraux d'assurances pour la seule ville de Garoua. La multiplication des compagnies d'assurances dans la ville de Garoua s'est faite en un laps de temps et, selon un économiste, le phénomène vient apporter la preuve de la croissance de la ville de Garoua. Bien au-delà d'une simple tendance, l'assurance est une nécessité selon les professionnels de ce



Vue de la ville de Garoua.

secteur. «L'assurance est une opération par laquelle une partie, dont l'assuré se fait promettre moyennant une rémunération qui peut être une prime ou une cotisation, une prestation par une autre partie dont l'assureur en cas de risque», souligne Hamadou, courtier d'assurance à Garoua.

L'assurance présente plusieurs avantages selon lui. En effet, «s'assurer est un acte de prévoyance et d'anticipation sur

les risques futurs. C'est également un acte d'enrichissement, car en cas de la non survenance d'un risque, la somme contributive est reversée à l'assuré sous forme de cotisation ou de prime», relate-t-il. Non sans dire, qu'il existe une diversité d'assurance. On a notamment l'assurance vie, l'assurance automobile, l'assurance incendie accident risque divers et transport (Iardt). Cependant, malgré la multitude des compa-

gnies d'assurance et les avantages qu'elles présentent, le chemin reste long et précaire au Cameroun en général. En effet, les populations sont encore ignorantes et dubitatives face aux questions d'assurances. «L'assurance appartient à la classe bourgeoise. Je ne peux pas m'offrir ce luxe. Le salaire que je perçois couvre à peine mes besoins fondamentaux. Vous allez d'ailleurs le constater, l'État est obligé à chaque fois de mener des campagnes spéciales pour traquer les automobilistes et motocyclistes qui ne sont pas assurés. Dans les entreprises, c'est au forceps qu'on pousse les gens à s'assurer. Tout ça, c'est parce qu'on n'a pas suffisamment expliqué les enjeux de cette question et surtout parce qu'on le sentiment qu'on cotise pour enrichir une caste de personne. À chaque fois que vous avez un malheur, les tracasseries pour que l'assurance vous prenne en charge commencent.», affirme Blaise Sadou, enseignant vacataire à Garoua.

Depuis 2016, l'État a délocalisé la vente de la vignette automobile des services des

finances pour le confier aux assurances. Et l'octroi de cette vignette est assujéti au paiement des frais d'assurance de son véhicule. Une mesure qui à la base visait à assainir ce secteur et aurait pu permettre aux compagnies d'assurances de faire de grandes recettes surtout en ce qui concerne la vente des assurances automobiles. Curieusement, une autre réalité se dégage. «Le fait que l'État ait remis la responsabilité de la vente des vignettes automobiles aux assurances n'a pas changé grand-chose. Beaucoup d'automobilistes viennent acheter la vignette sans se faire assurer ni même assurer leurs véhicules. Il y a en a qui le font, mais ils sont très peu nombreux. Personnellement, toutes mes voitures sont assurées annuellement. Je le fais non seulement pour éviter les problèmes avec les policiers, mais aussi pour que mon assurance me vienne en aide en cas d'accident. On ne sait jamais. Je préfère anticiper sur les risques pour éviter les mauvaises surprises», affirme Ahmadou Oumarou, opérateur économique basé à Garoua. ■

ISSA DANAMOU. Ce natif de l'Extrême-Nord n'envisage pas sa vie sans le don de soi pour les autres.

Un passionné du service public

Par Yvonne Salamatou

C'est en 2007 que, Issa Danamou, fils Moussey du village Kaïgué dans l'arrondissement de Gobo, département du Mayo Danay région de l'Extrême-Nord a commencé à s'intéresser à la politique. «J'ai eu le souci de contribuer ou de participer à la gestion des affaires publiques, notamment à l'échelon local et la volonté d'encadrer la population de ma circonscription administrative d'origine», justifie Issa Danamou. Ainsi, il choisit le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) pour faire sa carrière politique. De 2007 à 2013, il est simple militant de base dans son village natal Kaïgué où il a vu le jour en 1971. Convaincue par sa passion, sa détermination et son amour pour le «parti du flambeau», la hiérarchie du Rdpc va directement le propulser comme président de la sous-section Rdpc de Kaïgué après seulement six ans de militantisme à la base. Aujourd'hui, les jeunes Moussey le citent comme un exemple en politique. «Étudiant de mon état, je n'avais jamais pensé faire de la politique, mais depuis trois ans, ce grand frère m'a fait prendre goût à la politique. Dès qu'il se déplace pour une activité politique au village, il me met toujours dans sa suite



si mon emploi du temps me le permet. À force de l'accompagner dans ses meetings et autres, je me suis retrouvé dans le Rdpc, tout comme plusieurs jeunes du village», témoigne Massoua Kaissassou, étudiant à l'École nationale de l'administration et de la magistrature (Enam).

Pour cette élection présiden-

tielle du 07 octobre dernier, Issa Danamou a été au four et au moulin afin de convaincre les populations de son village à faire un choix utile, celui de son candidat Paul Biya. À son actif, pas moins de dix meetings populaires organisés. La meilleure stratégie de séduction a été le porte-à-porte. Pour ce faire, il a organisé une concer-

tation avec les six chefs de quartier du village Kaïgué, en présence des quatre présidents des comités de base du coin, afin de toucher toutes les familles et surtout tous les jeunes au comportement équivoque pour les ramener dans les rangs du Rdpc. Pour sa part, estime que la politique lui a tout donné. «Chaque Camerounais nourrit le rêve de saluer ou alors de serrer la main du chef de l'État un jour. Moi j'ai eu cette chance le 30 septembre 2018, lorsque le président de la République, Paul Biya, est venu à Maroua pour le lancement de sa campagne pour l'élection présidentielle de 07 octobre dernier. J'ai été particulièrement heureux ce jour-là», fait savoir Issa Danamou.

En effet, à 47 ans aujourd'hui, Issa Danamou est chef de cellule des visas et coordonnateur de la cellule de suivi des commissions de passation des marchés au ministère des marchés publics. C'est en 1984 que, ce dernier obtient son Cepe à l'école publique de Wassandé dans l'arrondissement de Nyambaka département de la Vina, région de l'Adamaoua. Il s'inscrit alors en classe de 6e au lycée classique et moderne de Ngaoundéré. Il sortira de cet établissement en 1992 après l'obtention de son Bepc et du probatoire A4. Un an plus tard,

il est titulaire d'un baccalauréat A4 au lycée classique et moderne de Yagoua. Issa Danamou séjourne à l'université de Ngaoundéré de 1994 à 2000 et obtient respectivement son Deug, sa licence et son master en Droit. C'est donc en 2002 que l'École nationale de l'administration et de la magistrature (Enam) lui ouvre ses portes où il en ressortira en 2004 nanti d'un diplôme en administration générale. Dès sa sortie, il est recruté comme cadre à la division des affaires juridiques au ministère de l'Administration territoriale et de la décentralisation de l'époque. C'était en septembre 2004. Il occupera ce poste jusqu'en novembre 2005. De novembre 2005 à mai 2011, Issa Danamou va faire valoir ses compétences au secrétariat général des services du Premier ministre en sa qualité de chargé d'étude assistant. Il est promu chargé d'étude au secrétariat général des services du Premier ministre en mai 2011, et y restera jusqu'en août 2012. En août 2012 il est nommé chef de cellule des visas et coordonnateur de la cellule de suivi des commissions de passation des marchés au ministère des marchés publics, poste qu'il occupe encore jusqu'à nos jours. Il est aujourd'hui administrateur civil principal, marié et père de cinq enfants. ■

NGAOUNDÉRIÉ. De nombreux points de vente du produit ont vu le jour dans la capitale régionale de l'Adamaoua.

Le vente du lait caillé local décolle



Des bouteilles de lait caillé.

Par Iliassa Hamadjoda
(Stg)

L'un des premiers conseils que les autochtones de Ngaoundéré prodiguent à tout visiteur, c'est de ne quitter la ville sans se rendre au moins une fois, dans un «waldé». Une appellation qui désigne les lieux de vente du «Kindirmou», le lait caillé de fabrication locale. C'est que dans ces lieux, l'on peut savourer des produits faits à base du lait frais. «La région de l'Adamaoua est le réservoir par excellence du bétail. C'est donc une erreur monumentale d'y séjourner sans prendre un bol de lait», fait savoir Moussa Ahidjo, propriétaire d'un point de vente de lait, au quartier Bamyanga. Il y a plusieurs années, la vente du lait caillé

était uniquement l'affaire des femmes qui venaient des localités environnantes. Celles-ci apportaient du lait frais ainsi que du «Kindirmou» transformé traditionnellement. Ngaoundéré est restée le principal marché urbain de ces produits laitiers à des prix relativement réduits. Soit 150 FCfa le bol. Mais au fil du temps, la transformation se fait sur place en ville et par conséquent, les méthodes connaissent une modernisation. «J'ai commencé à fermenter deux litres de lait frais pour obtenir du lait caillé. Après la fermentation, je mets au frais avant de passer à la vente», explique Abdoullahi Moumini, l'un des plus anciens vendeurs de lait au grand marché de Ngaoundéré.

Aujourd'hui, la prospérité de

cette activité génère l'augmentation de la quantité de lait frais à fermenter. «En ce moment, nous passons des centaines de litres à la fermentation, et la demande est le plus souvent pressante», ajoute-t-il. Le «Kindirmou» doit aussi sa popularité au prix accessible à tous. «Nous vendons en gros et en détail. Le prix d'un litre de lait caillé est fixé à 800 Fcfa», précise Abdoullahi Moumini. Pour satisfaire la clientèle, les propriétaires prennent attache avec les producteurs de lait frais. «Nous nous arrangeons avec les bergers. Chaque fois qu'ils ont une bonne quantité, ils viennent nous voir. Personnellement, je

prends environ 300 litres par jour», confie Moussa Ahidjo, propriétaire d'un «Waldé» à Bamyanga.

À ce jour, il est difficile de parcourir une longue distance dans la ville de Ngaoundéré, sans trouver un bar laitier. Des clients s'y bousculent. Surtout, les jeunes tourtereaux qui veulent consolider leur union. «Ma fiancée vient d'arriver à Ngaoundéré, j'ai jugé bon de l'amener prendre du kossam, question de garder de bons souvenirs de la ville», confie un client. Cette convoitise autour du lait caillé, ne noie pourtant pas les difficultés auxquelles les vendeurs sont confrontés au

quotidien. «Il arrive que le lait soit gâté, eu égard au temps passé pour qu'il nous parvienne. Par ailleurs, en temps de fraîcheur généralement, il n'y a pas de clients; et c'est nous qui perdons», regrette Idrissou, vendeur de lait caillé au petit marché. Des problèmes qui trouveront certainement solutions, si la mini-laiterie de Ngaoundéré prend finalement de l'envol. Car le vent de modernisation et de mécanisation de la production du lait, bute encore au retard de démarrage du projet. N'empêche que les vendeurs de lait s'en tirent à bon compte, en attendant. ■

Les papilles au goût du «pendidam» et du «kossam biradam»

Le «pendidam» est un lait qui provient de la transformation du lait caillé. Sa particularité, c'est son acidité. En effet, après la transformation du lait frais en lait caillé, on y ajoute soit du citron, soit une goutte de lait acide. La durée de la fermentation induit le degré d'acidité. Ce lait est utilisé pour la préparation de la bouillie. Sur le marché, le litre du «pendidam» est vendu à 400 FCfa. Il est généralement trouvé dans les boutiques et autres surfaces de vente des denrées alimentaires. Mais on en trouve également chez les femmes «mbororos», qui sillonnent les rues et quartiers de la

ville. Elles le vendent à l'aide des mesurètes qui coûtent à partir de 100 FCfa. Le «Kossam Biradam», lui, est le lait frais à partir duquel toutes les autres variétés sont issues. Les bergers et propriétaires de vaches sont les principaux producteurs de ce produit. Il se consomme dès l'extraction, ou après chauffage, avec ou sans sucre. En zone rurale, le litre coûte entre 400 et 500 FCfa. Mais dans les bars laitiers de Ngaoundéré, le prix est fixé à 750 Fcfa le litre, accompagné du «dakkeré» qui est un couscous fait à base de farine de maïs ou de manioc. Il sert de complément à tout genre de lait. ■



Ahmadou Issa, vendeur de « Kindirmou » au grand marché de Ngaoundéré.

«Notre objectif principal est de moderniser la transformation du lait»

Par I.H.

Quand avez-vous commencé la vente du lait caillé ?

Fils de berger que je suis, j'ai commencé cette activité dès mon jeune âge en vendant du lait frais dans les artères de la ville. Pour la première fois, et cela remonte à 14 ans, je suis sorti avec deux litres, que j'ai écoulés au bout d'un après midi. J'ai continué dans la même lancée et progressivement, les affaires allaient de l'avant. Au bout d'un an, j'ai donc décidé de ne plus marcher, mais de me trouver un lieu fixe. C'est ainsi que j'ai aménagé dans un local étroit. Pour répondre à la demande de plus en plus forte, j'ai agrandi l'espace. À l'époque dans le centre-ville, j'étais le seul vendeur. L'activité a connu de l'essor, mais nous n'étions pas aussi nombreux qu'aujourd'hui.

Devrait-on comprendre que la concurrence baisse un peu vos gains ?

Je ne peux véritablement pas le dire, mais chaque ven-



deur se bat du mieux qu'il peut. Pour ce qui me concerne, c'est d'abord une passion et au fil du temps, j'en ai fait mon gagne-

pain quotidien. Je peux me réjouir du fait que d'aucuns, ayant remarqué que j'avais du succès dans la vente du kindir-

mou, se soient lancés dans l'activité.

Comment entretenez-vous en possession du lait frais ?

Nous sommes en contact permanent avec les producteurs. Chaque jour, ils viennent nous livrer du lait frais. Compte tenu du fait que ces producteurs sont nombreux, chaque vendeur prend une quantité raisonnable. Tout compte fait, ce sont environ 400 litres de lait frais que nous achetons par jour. Nous payons directement, mais il peut arriver que nous le fassions plus tard.

Comment procédez-vous à la transformation en lait caillé ?

C'est une question qui relève de la cuisine interne, mais je peux quand même vous dire les plus grandes étapes. Une fois que nous avons du lait frais, nous passons au chauffage. Après ceci, nous fermentons le lait chauffé. Nous laissons pendant une dizaine d'heures et le Kindirmou est prêt à être dégusté.

Quelles difficultés rencontrez-vous ?

Comme difficultés, il arrive que le lait passe beaucoup plus de temps que prévu chez le producteur. Quand nous le chauffons, on se rend compte qu'il est avarié. Si le paiement est différé, c'est tant mieux ; mais si on l'a déjà fait, c'est souvent difficile de récupérer. A défaut, nous donnons ce lait à ceux qui font de la bouillie.

Que conseillez-vous aux plus jeunes, en tant que doyen de cette activité à Ngaoundéré ?

Nous nous sommes mis dans une coopérative, où nous prenons des décisions importantes. Le lait est un produit phare de chez nous. Il ne faudrait pas que l'on joue avec. Il faut donc que ces jeunes, qui viennent de débiter dans ce secteur, viennent se joindre à nous pour qu'ensemble, nous définissions les règles à suivre. Notre objectif principal est de moderniser la transformation. J'espère que la mini-laiterie de Ngaoundéré est un point de départ pour nos ambitions. ■

ENSEIGNEMENTS SECONDAIRES.**Ces œuvres au programme**

Avec la politique du livre unique, les élèves ont désormais droit à un livre par matière. Pour ce qui est de la littérature, les œuvres choisies font la part belle à l'histoire de l'Afrique. Et ce, de la 6e en Terminale. Présentées sous plusieurs formes, ces œuvres sont, somme toute, instructives. Pour le bon-

heur des élèves et des lecteurs, nous avons décidé de vous les faire découvrir ou redécouvrir. Il y en a 16 au programme. Nous vous en avons déjà présenté quatre, voici trois autres.

LES CHANTS DE LA FORÊT. Cet ouvrage est à la fois ludique et didactique.

À l'école de la sagesse

Par **Henri Bayiha (Stg)**

Autrefois, l'on enseignait à travers les contes. La sagesse était transmise par voie orale. Mais cette pratique, propre aux sociétés africaines a disparu avec le temps. Pour la faire renaître,

pour lui donner une seconde vie, l'abbé Lucien Anya Noa, a décidé de les condenser dans un ouvrage intitulé : les chants de la forêt. C'est un recueil de dix-huit contes et fables, consignés dans un livre format de poche de 108 pages. Cette nouvelle édition parue chez

Afredit en 2015 est écrite dans un style courant. La clarté dans la mise en page rend facile et digeste sa lecture. Lucien Anya Noa qui en est l'auteur poursuit à travers cette œuvre, ce qu'il avait déjà entamé dans ses précédents écrits : la transmission et la pérennisation de nos cultures ancestrales. Mais cette fois, par voie écrite. Tout en gardant l'essence même de ce que sont les contes et les fables : l'apprentissage de la sagesse.

À la lecture du texte, le lecteur est plongé dans une morale étonnante et s'imagine que l'histoire contée tranche avec l'ordinaire de son quotidien. Les hommes côtoient les animaux, s'entretiennent et donnent un sens à leur existence tout en tenant compte, de celle des animaux. Les animaux mis en évidence dans ces contes sont ceux de la grande forêt équatoriale. Puisé dans l'histoire des peuples de la forêt du Sud Cameroun, l'auteur familiarise le lecteur avec Kulu la tortue qui est l'image de la sagesse, de l'intelligence. Elle réfléchit avant

d'agir. Zée le léopard, qui compte sur sa force, mais réfléchit peu. Ndoe l'aigle réfléchit peut-être, mais pas assez. Beme le cochon sauvage, a la particularité d'être stupide. Nkaa le varan est un étourdi. Dzungo'o le caméléon, Mvomo le python, et bien d'autres ont chacun des traits qui les distinguent.

Les situations présentées dans ces contes nous donnent des leçons de vie. En lisant chacun, on en ressort avec un morceau de sagesse comme : le triomphe de l'intelligence et du droit sur la force, du petit sur le grand, du bien sur le mal, la nécessité de réfléchir avant d'agir entre autres. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas des leçons du passé, mais des métaphores qui se vérifient encore dans notre quoti-

LES CHANTS DE LA FORÊT

Contes et Chantefables du Cameroun

Lucien Anya Noa

Afredit
AFRICAIN EDITION

dien. Celui qui connaît ces contes, dispose donc, d'un guide précieux qui lui montre comment faire face aux difficultés et éviter les pièges de la vie. Ludiques et didactiques, « les chants de la forêt » présentent à n'en point douter, un intérêt particulier pour les élèves de la classe de 6e, à qui cette œuvre est d'ailleurs destinée, au premier chef. ■

CAPITALE DE LA DOULEUR.

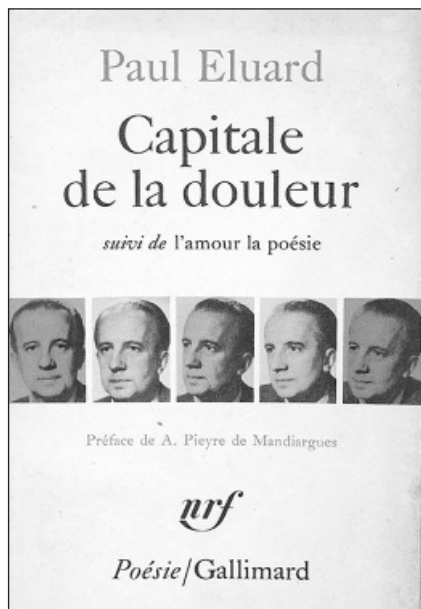
Paul Eluard évoque l'excès des passions qui engendre la rupture d'une relation sentimentale.

L'amour chanté en vers

Par **Marius Zogo (stg)**

Au même titre que son contemporain Guillaume Apollinaire, le poète français Paul Eluard a fait de son art le meilleur moyen d'expression. Capitale de la douleur, son premier recueil de poèmes, publié en 1926 aux éditions Gallimard le démontre à suffisance. C'est un produit du surréalisme, le reflet de la vie très souvent malheureuse du poète. Dans un lyrisme amoureux écrit en vers libres s'entremêlent amour, souffrance, déception, trahison, passion, mélancolie et infidélité. L'œuvre est circonscrite autour de la jeunesse du poète, période pendant laquelle survient la Première Guerre mondiale où il joint l'Espagnol Gabriel Celaya pour qui la poésie est une arme chargée pour le futur. La catégorie suivante présente les poèmes les plus récents parus dès son retour de Paris, capitale dont il est question. Évidemment les autres s'inscrivent dans la logique de la vie parisienne notamment sa rencontre d'avec les autres artistes et la déception par son épouse Gala qui l'abandonne pour le peintre Salvador avec elle se mariera.

Vu la complexité qu'on connaît à la poésie, Eluard préfère subdiviser son œuvre en quatre grandes parties pour une assez bonne compréhension. La première est nommée section Répétitions. Il s'agit des poèmes où l'auteur insiste sur les aspects qui fondent ses déboires comme l'illustre « La parole », 8e poème de ladite section : « Je glisse sur des vents/je glisse sur le toit des mers ». C'est l'allusion faite à Gala, femme séductrice des peintres et pleine de passion. La deuxième section est intitulée Mourir ou ne pas mourir. Le regard créateur et créateur doublé d'un dualisme fiction et réalité en sont les particularités. Eluard est partagé entre son passé heureux, son présent trouble et un avenir incertain du point de vue sentimental.



La troisième partie « Les petits justes » quant à elle est marquée par l'absence systématique des titres, mais remplacée par la lettre romaine à l'initiale des poèmes. Une écriture de fantaisie, de surprise et d'étrangeté dont le surréalisme détient le secret. Eluard laisse ainsi le soin au lecteur de décoder et de pouvoir donner un titre qui lui sied. Nouveaux poèmes est la série qui clôt le recueil avec les symboles typiques de son univers notamment l'exaltation de la beauté. « Les Gertrude Hoffman girls » en est un bel exemple : « Vos danses sont le gouffre effrayant des songes/Et je tombe et ma chute éternise ma vie/L'espace sous vos pieds est de plus en plus vaste/Merveilles, vous dansez sur les sources du ciel ».

Malgré le poids de son âge, Capitale de la douleur, ce recueil de 152 pages comportant une centaine de poèmes reste d'actualité, car sa philosophie réside dans la remise en question des relations humaines de nos jours notamment l'amitié et la dignité. Dans un monde où, pris au piège par le progrès de la science et du matérialisme à outrance, les hommes se laissent emporter par les passions, il importe ainsi à chacun de faire usage du bon sens s'il est vrai que c'est la chose la mieux partagée de toutes. ■

TROIS PRÉTENDANTS... UN MARI.

Guillaume Oyono Mbia raconte ici l'histoire de Juliette.

La dot chez les Beti

Par **François Gael Mbala (Stg)**

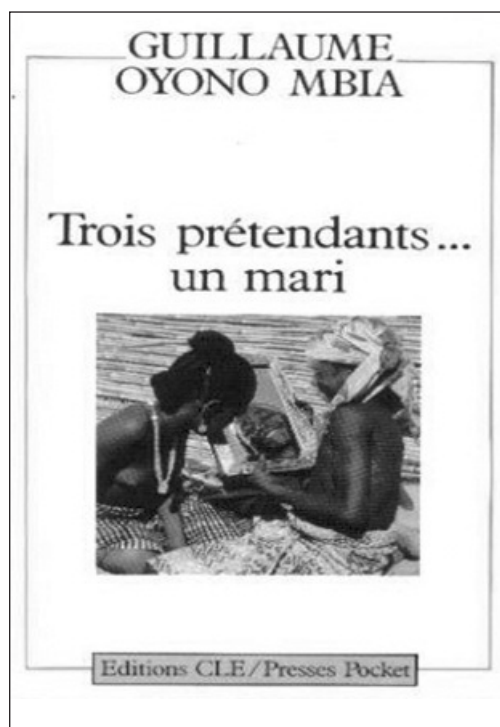
Trois prétendants... un mari est la première œuvre du dramaturge camerounais Guillaume Oyono Mbia. Et pour ce premier essai, l'auteur a choisi une tragédie, ce sous genre du théâtre pour raconter l'histoire de Juliette. En cinq actes, et une vingtaine de scènes, l'ouvrage présente les réflexions d'une famille paysanne du grand groupe Beti à vouloir marier leur fille, Juliette. Âgée de 18 ans, la future mariée est une collégienne. Elle doit être donnée au plus offrant des prétendants, comme cela se fait dans ce groupe ethnique.

Le récit de l'auteur commence par le retour de Juliette de l'école. L'héroïne de cette pièce de théâtre revient du lycée et apprend qu'elle a un prétendant, Ndi, jeune paysan qui a déjà déboursé la somme de 100 000 FCfa à ses futurs beaux-parents. Ces derniers lorgnent par contre les possibilités herculéennes que pourrait offrir le deuxième courtisan, Mbia, qui est fonctionnaire, et veut devancer Ndi. Il affiche son importance, l'admiration générale à celle qu'il aimerait avoir pour épouse et se propose de doubler la mise. Indignée, Juliette refuse inlassablement d'épouser l'un et l'autre

parce qu'elle est éprise d'Okoko, son camarade de collège. Son âme est rivée vers la pensée du monde moderne qui voudrait que les choix charnels se fassent de façon individuelle. Toutes les parties prenantes du conflit s'en tirent avec plus ou moins de satisfaction : Ndi n'aura pas Juliette qu'on lui avait promise, mais il aura ses 100 000 FCfa. Mbia n'aura pas Juliette pour qui il a, auparavant, payé deux cent mille, aura néanmoins son argent. Les parents de Juliette n'auront pas l'argent qu'ils comptaient récolter de sa dot, après tous les sacrifices qu'ils ont faits pour son éducation. Mais ils seront sauvés du déshonneur et de la prison. Quant à Juliette, elle n'épousera pas l'homme que sa famille a voulu lui imposer, mais bien celui qu'elle aime. En somme, tout le monde est quitte. Mais que gagne le lecteur ou le spectateur qui est le destinataire final de l'œuvre ?

Avant d'être un thème litté-

raire, « trois prétendants... un mari » est d'abord un fait culturel probablement emblématique. L'intérêt qu'un élève éprouvera à lire cette pièce de Guillaume Oyônô Mbia est non seulement de rechercher la valeur culturelle de l'histoire, prendre certaines pratiques observées dans nos familles s'agissant du mariage des jeunes filles, mais aussi de contempler le talent littéraire du dramaturge qui mêle l'amour et l'honneur sous le modèle cornélien. ■



WHISKIES EN SACHETS.

L'opium des jeunes de Maroua



Par Vladimir Martin

Au lieu-dit pont vert à Maroua, Benjamin un jeune homme visiblement habitué des lieux de vente d'alcool s'attire les railleries de nombreux passants. Le jeune homme tombe seul et se relève à peine à plusieurs reprises. Saoul et visiblement affaibli, le regard hagard, l'allure querelleuse et une démarche titubante, il tient fermement dans l'une de ses mains, un sachet de Lion d'Or, un whisky en sachet qu'il aspire de temps à temps. Comme Benjamin, des nombreux jeunes de la ville de Maroua et de la région de l'Extrême-Nord ont développé une addiction au whisky en sachet. Bouba, l'un de ces jeunes devenus accro de la consommation nous confie que, « au réveil, avant même de me laver le visage, je bois d'abord un sachet de whisky pour ouvrir mes yeux. J'ai tellement pris l'habitude de consommer du whisky que je peux consommer près de 25 sachets par jour sans problème pendant les heures de travail. Quand je m'ennuie, je consomme encore plus. Chaque semaine j'achète deux ou trois paquets pour garder à la maison selon mes moyens ». Et pourtant, la quantité de whisky en sachet varie entre 5 et 10 centilitres. Le degré d'alcool qu'il contient quant à lui varie et atteint parfois 45° comme le décrit Serge, un autre consommateur âgé d'à peine 18 ans. « Une fois consommé, l'alcool se fait fortement ressentir dans l'organisme. Si tu es un nouveau consommateur, tu auras l'impression que c'est brûlant et acide. L'alcool attache tes intestins, si tu n'as pas bien mangé ça te fait un genre. Tu peux avoir la nausée et parfois vomir. Tu peux même tomber si tu n'es pas fort. Mais si tu es ancien comme moi tu ne vas rien sentir », explique-t-il en présence d'autres jeunes, visiblement séduits par son discours. « Kitoko », « Lion d'Or », « Whisky d'Azur », « King Arthur » ou « Vodka » sont entre autres les marques qui inondent les marchés de la région de l'Extrême-Nord.

Vendu à bas prix à 50 ou 100 francs l'unité, en fonction de la marque, « le whisky en sachet est prisé par les jeunes », argue-t-il,

mais aussi par certaines personnes insoupçonnées. Du coup, le fait de la forte demande sur le marché, le commerce du whisky est l'une des activités les plus florissantes dans la région de l'Extrême-Nord. Des nombreux jeunes ont fait de la vente de cette liqueur leur métier. À vélo, à moto ou à pied, ils parcourent les coins et recoins de la ville de Maroua pour proposer leurs produits aux consommateurs. Principalement dans les quartiers à forte concentration des débits de boissons tels que Pont-vert, quartier Toupouri, Pitouaré. À Domayo, précisément au lieu-dit Vieux manoirs, milieu où se croisent chaque soir les disciples de Bacchus et les filles de joie, le whisky en sachet s'arrache comme des petits bouts de pain.

Abordé et interrogé pour en savoir un peu plus sur les véritables raisons de la consommation de ce type de whisky, Jean un ancien étudiant qui a abandonné ses études pour le commerce du whisky en sachet explique. « Une bonne bouteille de whisky de luxe coûte entre 20 000 et 50 000 et parfois plus. Même le faux whisky qu'on vend dans certains magasins coûte au moins 1 500 francs. Or avec 50 ou 100 francs tu peux t'offrir du whisky de fort degré et être satisfait ».

Dans la ville de Maroua on dénombre entre 400 à 450 vendeurs ambulants du whisky en sachet. D'après nos sources, cette boisson proviendrait de Garoua, Douala et Nigeria voisin. Selon les experts, ces produits sont mal conditionnés et de ce fait inappropriés pour la consommation. Ces produits arrivent dans la région de l'Extrême-Nord par plusieurs voies. « Parfois, nous rentrons en contact avec les gens qui apportent l'essence en provenance du Nigeria et ils nous en apportent moyennant un peu d'argent. Parfois aussi ça vient avec les médicaments qui sont vendus dans la rue ou alors par le canal des gens qui transportent la marchandise ou les motos. Pour que ta commande arrive, il faut attendre au moins cinq jours. Pour ne pas être en rupture, nous commandons en grande quantité », confie-t-il. Ainsi, la commercialisation et la consommation de whisky en sachet se portent bien

Dans la cité capitale de la région de l'Extrême-Nord, la consommation du whisky en sachets par les jeunes est un fait banal. Cet alcool dont la qualité est parfois douteuse est désormais un des produits les plus commercialisés à Maroua. Comme en témoignent des commerçants, les jeunes constituent une clientèle de plus en plus importante. De manière insidieuse, mais visible, ce phénomène grandit chaque jour davantage sous le regard quasi indifférent des pouvoirs publics.

pendant toutes les saisons de l'année. Pourtant, le 12 septembre 2016, marquant la fin du sursis de deux ans accordé par le gouvernement pour arrêter définitivement la commercialisation de ce produit sur le territoire camerounais. Malgré cette mesure gouvernementale, les commerçants appâtés par le marché florissant du whisky en sachets multiplient des stratégies pour contourner cette mesure.

MORTE LENTE

S'il y a une chose sur laquelle les professionnels de la santé s'accordent c'est la conséquence de la consommation des alcools forts sur l'organisme et encore plus celui de l'alcool frelaté. Des conséquences qui parfois touchent également l'environnement du consommateur. « Les risques liés à la forte consommation du whisky frelaté et des alcools en général que ce soit à moyen terme ou à long terme sont énormes. On peut développer des cancers de la bouche, de l'œsophage, de la gorge, de l'intestin, du foie. On peut avoir des maladies cardiovasculaires, des cirrhoses du foie, des maladies pancréatiques, des maladies du système nerveux et des troubles psychiques (anxiété et dépression dans le meilleur des cas). L'alcool est la 4e cause de mort vitale en Afrique après le paludisme, le SIDA et les accidents de circulations. Le whisky contenu dans les sachets est une boisson fre-



latée qui est fabriquée de manière traditionnelle avec des méthodes qui ne permettent pas l'épuration de tous les déchets et de tous les éléments toxiques notamment le Méthanol. Et c'est justement cette substance qui cause problème » explique le Dr Moustapha. De sources complémentaires, il ressort que la présence de cette substance dans l'organisme peut entraîner des troubles graves qui peuvent conduire à la mort d'un individu. « Le métabolisme du Méthanol dans l'organisme produit toujours des déchets qui évoluent en chaînes. Ces toxines combinées aux acides (récurant dans une zone où on consomme beaucoup d'acidité) conduisent au trouble du système nerveux central. On peut donc avoir des amaigrissements, des nausées, des vomissements, des maux de tête pour un début. Quand l'intoxication s'aggrave, c'est-à-dire quand elle devient aiguë, on voit apparaître des troubles visuels. Si l'intoxication perdure et évolue, c'est le coma qui est conduira certainement à la mort », explique Gaëlle K. un médecin. D'autres problèmes sociaux sont aussi provoqués par l'alcool, comme le banditisme, les accidents de circulation, les accidents de travail ou même l'agressivité. Selon ce psychiatre, « l'alcool est un produit psychoactif, c'est-à-dire qu'il modifie votre comportement. La pré-

sence d'alcool dans votre corps altère vos réflexes, vos capacités de concentration, de coordination de mouvement. Il entraîne des pertes de mémoire, provoque des insomnies et des troubles du comportement qui peuvent porter des conséquences doubles : sur le concerné et sur la société à divers niveaux ». De fait, l'inquiétude des proches des consommateurs est visible comme l'exprime Asta. « Dans le quartier où j'habite, il ne se passe pas une année sans que deux ou trois personnes meurent de suite de conséquences d'alcoolisme. Il y a moins d'un an, un voisin est mort après avoir perdu son travail en laissant sa jeune femme avec deux enfants. Maintenant elle est obligée de se prostituer pour nourrir les enfants et les envoyer à l'école puisque personne ne veut l'aider. La situation est un peu plus inquiétante quand on constate que les plus grands consommateurs de whisky frelaté sont en réalité des jeunes ».

À Maroua en particulier et dans la région de l'Extrême-Nord en général, le whisky en sachet continue de faire des ravages chez les jeunes. Pour les professionnels de santé, il s'agit là d'un danger qui peut réduire la capacité physique et peut conduire à des attaques cardiaques, des troubles nerveux, la folie et même la mort. ■

Raoul Simplicite Minlo, citoyen.

Réseaux sociaux : l'invasion des imbéciles

Le 21 mars 2016, nous avons publié dans le Quotidien Mutations, une tribune intitulée : *Réseaux sociaux : entre info et intox*. Suite à l'affaire Koumaketkel, la désinformation se le disputait avec l'information dans les réseaux sociaux. Nous tentions alors d'expliquer ce phénomène. Pour nous, il s'agissait là d'une des conséquences du bouleversement, non seulement de l'économie des médias traditionnels, mais aussi leurs modes d'organisation, leurs structures et leurs contenus, provoqué par l'irruption des technologies numériques. Nous démontrions que le travail de collecte, de traitement et de diffusion des faits n'était plus l'exclusivité des seuls journalistes. Qu'aujourd'hui, l'information se déroule en premier lieu sur les réseaux sociaux, mais malheureusement la désinformation aussi.

Le 03 novembre de la même année, nous publions dans Le Quotidien de l'Economie, cette fois, *Réseaux Sociaux : plus de bien que de mal*. Après la pathétique affaire Monique Koumatekel en avril 2016, l'accident tragique du train 152 de la Camrail, le 21 octobre à Eséka, nous aiguillonnait pour réagir face aux accusations fondées et infondées qui accablaient les réseaux sociaux. Pour nous, l'heure n'était plus à la hantise des médias et des réseaux sociaux. Ces plateformes d'échanges, de discussions et de diffusion ne devaient aucunement faire peur, car faisant partie désormais de notre quotidien. Nous demandions alors de s'en approprier et de s'en accommoder. «*Fustiger, condamner, jeter l'anathème, maudire ne servent à rien. Cette attitude peut même dénoter une certaine ignorance coupable de la révolution numérique dans laquelle nous sommes embarqués bon gré mal gré*», ajoutions-nous alors, fièrement, un sourire de satisfaction en coin.

Aujourd'hui, sans avoir révisé certaines de nos postures antérieures, reconnaissons tout de même et courageusement que les réseaux sociaux font peur. Le sourire en coin a fait place à l'anxiété. Eh Oui. Ils font désormais plus de mal que de bien. Du moins l'utilisation que les uns et les autres en font au Cameroun. Ils ne diffusent exclusivement plus que de l'intox et la haine. Ils sont devenus des plateformes de toutes les dérives : Arnaques, prostitution, haine

tribale, appels au meurtre, chantage, voyeurisme, désinformation, manipulation, tricherie etc.

Les TGV de l'info et autres B100 et leurs semblables ont pris le «*pouvoir*». Ils nous gavent en longueur de posts, d'informations fausses et invraisemblables les uns des autres, réussissant l'exploit d'embarquer souvent, mêmes les journalistes aux états de service reconnus, qui jettent aux oubliettes des décennies d'expérience. S'ils s'abstiennent encore à en faire des grands titres dans leur journaux, Ils n'en sont pas moins des relayeurs actifs des fakes news dans les fora avec souvent la mention : *pris quelque part, pris sur un mur, lu quelque part, publié tel que reçu*. Définitivement, les réseaux sociaux ont pris le pouvoir au point de rendre le journaliste taillable et corvéable à merci. Plus personne pour démêler le vrai du faux et remettre les pendules à l'heure pour l'information du public, embarqué lui aussi dans ce tourbillon de

tromperies virales qui a fini par privatiser l'espace public. Question, cesse-t-on d'être journaliste une fois dans les réseaux sociaux ? Pourtant, on y trouve des posts de qualité, des analyses ou des commentaires de haute facture sur la situation politique économique et sociale de notre pays. Quelques chroniques d'une rare profondeur, des leçons de vie et des conseils pratiques. Des propositions riches sur une variété de sujets d'importance. Mais malheureusement l'ivraie empêche le bon grain d'éclorre. Des pépites sont noyées dans un flot interminable de niaiseries, de fadaises, de grossièreté et d'insignifiances. La dernière élection présidentielle vient corroborer nos propos.

Les imbéciles contrôlent l'espace. Vive les réseaux sociaux ou vive l'invasion des imbéciles selon Umberto Ecco.

L'effet boule de neige produit par le partage d'une information sur Facebook, Twitter, whatsapp permet aux rumeurs les plus fantaisistes de se propager à une si grande échelle qu'il est souvent difficile de les démentir par la suite. Des rumeurs qui sont

souvent allées jusqu'à provoquer la déstabilisation de la situation sécuritaire ailleurs.

Au Cameroun, nous n'en sommes pas si éloignés. L'engeance embusquée dans les réseaux sociaux en rêve. Nous vivons la déchéance de

rouges. C'est violent. C'est sans pitié. C'est haineux.

L'information tourne alors dans un cercle vicieux. Les mêmes liens sont partagés par tout le monde. Dans cet univers virtuel des réseaux sociaux, malheureusement, tout va très vite, très facilement, mais pour quelle crédibilité ? S'il est désormais établi que les réseaux sociaux sont un empire des grossières manipulations, de fake news, de mensonge et de l'intox, il faut réagir. Mais comment ?

Face à cette situation, l'internaute doit désormais pouvoir développer l'esprit critique en acquérant les bons réflexes face aux flots d'informations qui le submergent. Il est plus que jamais urgent au gouvernement de la République, aux établissements universitaires et scolaires, aux opérateurs de téléphonie mobile, les médias traditionnels etc. d'organiser des campagnes de sensibilisation pour une démarche intellectuelle, proche des méthodes journalistiques : on s'interroge sur la source de cette information, comment elle a été diffusée, comment en vérifier la crédibilité et la fiabilité avant tout partage ou publication. Au-delà de l'activation des moyens coercitifs pour faire barrage à l'invasion des imbéciles. ■

L'effet boule de neige produit par le partage d'une information sur Facebook, Twitter, whatsapp permet aux rumeurs les plus fantaisistes de se propager à une si grande échelle qu'il est souvent difficile de les démentir par la suite.

Aujourd'hui, sans avoir révisé certaines de nos postures antérieures, reconnaissons tout de même et courageusement que les réseaux sociaux font peur. Le sourire en coin a fait place à l'anxiété. Eh Oui. Ils font désormais plus de mal que de bien. Du moins l'utilisation que les uns et les autres en font au Cameroun.



ADAMAOUA HÔTEL PLUS
Ngaoundéré

B.P.: 212 Ngaoundéré, situé à la descente de la Gare voyageurs de Ngaoundéré
Contacts : 650 10 05 51 - Email : reservation@adamaouahotelplus.com / Site web : www.adamaouahotelplus.com

FOOTBALL. L'ambition de cet établissement est de former des professionnels de haut niveau.

L'école des arbitres de Garoua ouvre ses portes



Des arbitres du championnat.

Par Ebah Essongue
Shabba

Depuis quelques années, l'arbitrage se modernise et les actions qui sont menées pour promouvoir ce domaine ne cessent d'évoluer. À Garoua comme un peu partout ailleurs au Cameroun, la formation des arbitres et des commissaires de match fait face à certaines difficultés. Il s'agit notamment de l'absence d'un cadre formel de formation et de suivi des arbitres, le nombre insuffisant d'arbitres et de commissaires de match sur le terrain et la pratique d'un arbitrage par analogie, sans fondement légal et rationnel. Et c'est dans le but d'améliorer les performances des arbitres de la région du Nord et de mettre à la disposition du football camerounais une nouvelle génération

d'arbitres maîtrisant la lettre et l'esprit des lois techniques que l'école des arbitres de Garoua a été créée. Une première dans la région du Nord pour les jeunes passionnés du sifflet qui pouvaient alors bénéficier d'une formation de qualité. Car si l'arbitre est le seul à prendre des décisions en cours de match, il est si souvent confronté aux critiques et aux désapprobations. Il doit donc maîtriser les textes et les lois de jeu en vue de limiter les incompréhensions et les violences dans les terrains de football.

Fermée depuis deux ans, l'école de formation des arbitres et des commissaires de match de Garoua a rouvert ses portes le 11 octobre dernier. « Cette école est une belle opportunité pour les passionnés du sifflet de la région du Nord pour être au plus près de leur passion, et ainsi sui-

vre un cursus intéressant pour leur progression, mais aussi d'atteindre leurs objectifs personnels dans les meilleures conditions possibles », témoigne Ngalé Germeïe, ancien arbitre et instructeur au sein de ladite école. Basée à l'école privée saint pierre de Garoua, l'école de formation des arbitres et commissaires de match de football du Nord qui fait sa réouverture entend œuvrer pour le professionnalisme de ce corps de métier en mettant à la disposition du monde du football des hommes et des femmes en noir qui auront franchi toutes les étapes de la formation et maîtrisant les lois de jeu, tel que prescrit par la FIFA et la Fecafoot.

Les cours se font en deux phases, théorie puis pratique. Les cours théoriques ont lieu tous les mardis et jeudis à partir

de 16 heures à l'école privée catholique Saint Pierre, tandis que les cours théoriques sont dispensés les samedis dès à 6 h 30 toujours dans la même école. Les cours théoriques amènent les apprenants à se familiariser avec les lois du football, tandis que les séances pratiques sont réservées aux séances de culture physique et de démonstrations pratiques mettent ainsi les stagiaires en contact avec la réalité de l'arbitrage. Les contenus de ses enseignements visent surtout à rester en phase avec les mutations actuelles des règles du football. « Nous formons les arbitres et les commissaires de matchs sur les 17 lois de jeu, sur les règlements généraux de la Fecafoot, sur le code disciplinaire et le code d'éthique », indique Mamoudou Abassi, coordinateur de l'école de formation des arbitres et commissaires de match de football du Nord, qui est ouverte aux jeunes des deux sexes jouissant de ces capacités physiques, morales et intellectuelles. La réalisation de ce projet se heurtant à de nombreuses difficultés d'ordre matériel, humain et financier, l'école ne peut compter pour le moment que sur l'appui de la ligue régionale de football du Nord et les frais d'inscription des stagiaires.

Rappelons que lors de la saison sportive 2018, la région du compte totalisait 18 arbitres et 32 arbitres assistants. Mais au niveau international la région du nord a du mal à s'imposer avec seulement 03 représentants parmi les hommes et des femmes en noir. Il s'agit notamment d'un arbitre masculin et 2 arbitres féminins. ■

COTON SPORT. Quatre nouveaux joueurs recrutés



Hassan Brahim Djibrine.

Par E. E. S.

Le mercato continue fort pour le champion du Cameroun Coton sport FC de Garoua. À quelques semaines du début du championnat MTN Elite One le club nordiste a annoncé le recrutement de quatre nouveaux joueurs pour la saison prochaine. Le premier, l'international tchadien Hassan Brahim Djibrine, milieu de terrain d'expérience arrive de AS Coton Tchad, club ambassadeur du Tchad à la prochaine coupe de la confédération africaine de football. Le jeune attaquant, Wanzou, auteur d'une saison pleine avec Tourbillon de Ndjamenas s'engagera également avec les Cotonculteurs. Tout comme le virevoltant attaquant Maximilien Elimbi Ebembe, ancien sociétaire de Apejess de Mfou. Le jeune prodige de 23 ans avait inscrit 19 buts lors de la saison 2017-2018 sous les couleurs de l'aigle royal de la Menoua. Il avait également partagé le fauteuil de meilleur buteur avec le Cotonculteur Daouda Kamilou, auteur de 19 buts. L'ex-joueur de l'équipe d'Apejess qui avait reçu plusieurs propositions de signature avant même la fin du championnat s'est finalement accordé avec le président de Coton Sport Sadou Fernand sera finalement Cotonculteur dès ce mardi. Le quatrième joueur n'est autre que Aimé Gaspard Mangolo, meilleur buteur de MTN Elite Two la saison dernière avec 19 buts inscrits en 21 matches. Une performance exceptionnelle pour cet attaquant de 33 ans qui est crédité d'une force de frappe impressionnante grâce à laquelle il a d'ailleurs grandement aidé son club Avion du Nkam à gagner le titre de champion du Cameroun de Ligue 2 regagne la ligue 1. Avec ses nouveaux recrutements Coton Sport tentera de retrouver des couleurs la saison prochaine en ligue des champions, après deux saisons d'absence. La signature des contrats et la présentation officielle de ses quatre nouvelles recrues est d'ailleurs prévue pour ce mardi 16 octobre 2018 au complexe du club à Djoumassi. ■

CAN 2019. Blessé, le capitaine des Lions indomptable sera indisponible pour cette rencontre.

Choupo-Moting absent au match retour face au Malawi

Par E. E. S.

Auteur d'un but de grande classe lors du match aller des Lions indomptables face au Malawi à Yaoundé le vendredi 13 octobre dernier, le capitaine Éric Maxime Choupo-Moting sera indisponible pour le match retour face aux Flammes du Malawi, ce mardi 16 octobre 2018 à Lilongwe. L'attaquant du PSG rejoint à l'infirmerie Gaétan Bong et Christian Bassogog. La Team Press Officer des Lions indomptables qui a communiqué l'information n'a cependant pas donné plus de précision sur la nature de la blessure qui justifie le forfait de l'attaquant camerounais qui n'est pas de la délégation des Lions indomptables arrivée en terre malawite depuis le weekend dernier.

Cette nouvelle est un coup dur pour l'entraîneur sélectionneur Clarence Sedoorf qui va devoir faire sans Maxime



Choupo-Moting qui va à coup sûr manquer au groupe puisqu'il avait été le meilleur joueur sur le terrain camerounais vendredi dernier. Grâce à sa vivacité technique, sa capacité d'ouvrir différents fronts en un laps de temps court, ses replis défensifs, il a montré qu'il est un élément indispensable pour l'équipe du Cameroun.

Bien qu'amputée de ses certains de ses leaders, l'équipe nationale du Cameroun arrivée à Blantyre a pris ses quartiers au Protea hôtel. Le programme de la journée du dimanche a été marqué par un débriefing, une séance de gym axée sur la prévention des blessures et une séance d'entraînement. Les Lions indomptables actuels premiers de leur groupe vont affronter l'équipe Malawite demain et aux dernières nouvelles malgré l'absence de certains joueurs, l'ambiance est bon enfant. ■



Consultations et traitements gratuits : la santé des Camerounais au cœur de la responsabilité sociale chez Nexttel

VIETTEL CAMEROUN S.A est une entreprise de télécommunications de droit camerounais dont le siège est basé à Yaoundé et la Direction Générale à Douala, avec pour nom commercial Nexttel. Elle est composée de deux actionnaires à savoir : Viettel-Global (Entreprise vietnamienne) et Bestcam, partenaire local. Troisième opérateur de téléphonie et pionnier de la technologie 3G au Cameroun, Nexttel a lancé ses activités commerciales le 12 Septembre 2014.

En quatre ans d'existence, Nexttel s'est implanté dans toutes les régions du Cameroun et a développé un réseau efficace qui permet à la société de disposer de la meilleure couverture du pays, surtout dans les zones rurales.

La société de télécommunications ne mise pas tout son développement sur la performance économique et technologique des produits novateurs proposés.

Depuis 2016, Nexttel applique une démarche de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE) profondément intégrée à sa stratégie. Le souci de donner une dimension plus humaniste à son activité économique n'est pas nouveau chez Nexttel. Les actions de mécénat de l'entreprise ne se comptent plus.

Concrètement, cela s'est traduit par des engagements formels et la mise sur pied, en accord avec le gouvernement camerounais, de plusieurs programmes sociaux allant dans le sens de contribuer au développement des communautés auprès desquelles l'entreprise intervient. Le programme social majeur développé par Nexttel concerne la fourniture de soins de santé. En effet, l'entreprise s'est donnée pour ambition de fournir gratuitement des soins de santé aux personnes défavorisées dans les régions éloignées souffrant d'un déficit de couverture sanitaire.

Lancé en 2016, ce programme d'accès aux soins de santé a été mis en place à l'échelle nationale, en partenariat avec des organisations caritatives opérant dans le domaine de la santé et une équipe d'infirmières et de médecins assurant les consultations. Nexttel s'est également assuré de rendre cette synergie efficace en y adjoignant le concours des autorités administratives et coutumières locales.

En 2016, avec un budget de lancement avoisinant les 20 millions de FCFA, la mise en œuvre du programme à l'échelle nationale a permis de fournir des consultations ainsi que des traitements à près de 5500 personnes sur l'ensemble des zones ciblées.

L'année suivante, en 2017, doté de plus de 15 millions de FCFA de budget, le programme se poursuit. 4800 personnes reçoivent gratuitement des consultations et des traitements. Les équipes sillonnent le terrain, apportant soins et réconfort à une population qui ne tarit pas d'éloges sur l'opération.

C'est formidable. Nous ne devons plus attendre jusqu'à ce que nous tombions malade pour aller voir un médecin. Nexttel nous a apporté une nouvelle conception de l'examen médical périodique.

Ntalabe Joseph, chef du village de Bifang, arrondissement de Momo, Province du Nord-Ouest.

En 2018, forte de ce succès Nexttel décide de passer à la vitesse supérieure et injecte près de 25 millions de FCFA dans le programme. Cette augmentation des ressources a pour but de décupler la capacité d'intervention et de déploiement des équipes sur le terrain, avec pour corollaire une augmentation significative du nombre de bénéficiaires, qui devrait atteindre les 7000 personnes d'ici la fin de la période d'exécution.

Nexttel ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. L'entreprise est consciente de l'impact de ce programme sur les populations concernées. Un impact qui se mesure à l'amélioration de la qualité de vie des populations et un rehaussement de la couverture sanitaire dans les zones ciblées.

La portée d'une telle opération se mesure également aux témoignages recueillis sur le terrain. Des déclarations émouvantes qui démontrent l'importance de cette action pour les bénéficiaires.

Nexttel est venu nous voir pour donner des consultations médicales et des médicaments gratuits. Les médecins enthousiastes nous écoutent attentivement et étudient notre maladie.

Mme Anba village de Bifang, arrondissement de Momo, Province du Nord-Ouest.

La santé est la première des libertés, et le bonheur en est la base. Nexttel a fait sienne cette maxime et compte bien continuer de l'appliquer au quotidien.

For further information, please contact:

Nguyen Thi Hoa (Ms)

Deputy General Director

Viettel Global Investment JSC

HP: + 84978738567

Email: hoatv@viettel.com.vn